

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Gaugue, Anne (1997) *Les États africains et leurs musées. La mise en scène de la nation*. Paris, L'Harmattan (Coll. « Géographie et cultures »), 230 p. (ISBN 2-7384-5273-6)

par Philippe Dubé

Cahiers de géographie du Québec, vol. 42, n° 116, 1998, p. 305-308.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/022753ar>

DOI: 10.7202/022753ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

d'abord largement défrichées entre 1958 et 1979 alors que s'élargissait un vaste couloir agricole, puis, entre 1979 et 1992, ce sont les forêts de feuillus qui ont le plus souffert, laissant la place à une agriculture sédentaire kinh. Or c'est à partir de l'unification du pays (1975) que se mettent en place dans le sud les Nouvelles Zones Économiques (NZE), particulièrement sur les plateaux centraux, avec de grandes migrations pionnières et l'augmentation de 65 % de la population de la province entre 1979 et 1989; dans le même temps, la population kinh passe de 65 à 76 % du total provincial. Des études détaillées montrent comment l'abattage de la forêt a pu être réalisé par les membres d'ethnies minoritaires (Hmong et Tay-Nung) qui ont ensuite cédé les terres à des colons Kinh, permettant alors aux autorités de faire porter le chapeau de la déforestation aux minorités... Enfin, la comparaison de la couverture forestière et des épandages américains de défoliants pendant la guerre semble montrer que la reconstitution du couvert forestier n'a pas été entravée.

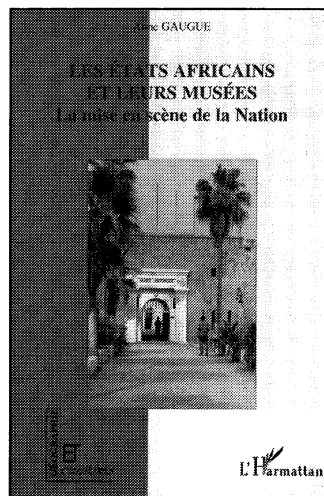
En conclusion, ce petit ouvrage est extrêmement riche par ses données, par leur traitement et par leur interprétation qui remet en cause bien des idées reçues. Il ouvre la voie à des recherches complémentaires destinées à mieux connaître, pour l'ensemble de la forêt vietnamienne, les dynamiques en jeu et les conséquences de décisions politiques telles que l'expansion des NZP. La richesse de la biodiversité des boisements naturels, l'impact des fronts pionniers actuels et les dynamiques de reforestation devraient être à la base de ces recherches.

Pierre Usselmann
GIP/RECLUS
Montpellier

GAUGUE, Anne (1997) *Les États africains et leurs musées. La mise en scène de la nation*. Paris, L'Harmattan (Coll. «Géographie et cultures») 230 p. (ISBN 2-7384-5273-6)

«Le musée: conservateur ou constructeur de l'identité nationale?»

Saisir dans toute la complexité territoriale de l'Afrique tropicale la dynamique des musées sur cette large part du continent noir peut ainsi, pour les besoins de cette recension, résumer l'entreprise colossale qu'a menée Anne Gaugue¹ dans le cadre de ses études doctorales dirigées par Yves Lacoste de l'Université de Paris VIII. Cette recherche a été aiguillée par une hypothèse qui tentait de vérifier comment, en terre d'Afrique, le musée devient un constructeur d'identité nationale plutôt qu'un simple et neutre conservateur de patrimoine culturel. En



fait, la thèse de Gaugue est une puissante démonstration de ce que le musée peut offrir comme espace de représentation politique. Surtout lorsqu'il est détourné de sa fonction première de mise en valeur culturelle pour devenir plutôt un lieu de valorisation nationale à caractère forcément idéologique. L'Afrique tropicale a donc agi ici comme un vaste laboratoire réunissant au total 217 musées publics où le patrimoine et l'idée nationale se côtoient avec plus ou moins de bonheur. L'auteure a procédé à une enquête qui lui a permis de dresser un inventaire assez complet des problématiques rencontrées sur le terrain, gravitant autour de la mise en scène de la nation dans les musées africains.

Après avoir fait un juste rappel du modèle muséal développé principalement en Europe au XIX^e, «époque d'affermissement et de cristallisation de l'idée nationale», on nous introduit par des exemples patents au processus de représentation de l'idéal panafricaniste, notamment au Ghana et au Sénégal, où l'unité africaine fait foi de l'essentiel du discours à promulguer. Pour ce faire, l'accent sur le métissage et l'appartenance à la famille linguistique bantu² sera appuyé à l'aide d'exemples venant de l'ouest précisément, où l'idéologie fédérative semble primer sur toutes les autres. D'entrée de jeu, ces cas de figure nous permettent d'apprécier comment s'opère la représentation du projet politique de l'État, constamment tiraillée entre les aspirations de la nation et les besoins de l'unité transnationale en Afrique, comme partout ailleurs dans le monde. Pour s'en convaincre il s'agira de consulter d'autres thèses de doctorat, notamment celle de A. Karyl Robb, *Museums and nation building: the role of museums in the national development of Costa Rica*, (Indiana University, 1992, 458 p.) et, plus près de nous, celle de Andrée Lapointe, *L'incidence des politiques culturelles sur le développement des musées nationaux Canada-Québec depuis 1950* (Université Laval, 1993, 320 p.). Du côté des publications récentes, un ouvrage sous la direction de Sharon Macdonald et Gordon Fyfe, *Theorizing Museums, representing identity and diversity in a changing world* (Oxford, Blackwell publishers, 1996, 236 p.) rend compte parfaitement bien des préoccupations, dites postmodernes, de nombreux chercheurs sur l'identité et l'idée de *nation building*³ à travers les modes culturels, et plus particulièrement celui mis de l'avant par le musée.

Après avoir établi la problématique de fond qui sera discutée tout au long de l'ouvrage, l'auteure se penche sur les manières dont les expositions muséales abordent les périodes d'avant et d'après la formation des territoires nationaux. On signale que la représentation de l'histoire profonde de l'Afrique est surtout traitée à travers des thèmes comme la négritude aux temps des civilisations anciennes dont les berceaux se trouvent en Égypte et au Nigéria. De plus, on va scruter la période esclavagiste avec la traite négrière européenne qui trouve un déploiement discursif fort éloquent, semble-t-il, à la Maison des esclaves à l'Île de Gorée au Sénégal. On note, par contre, qu'un silence opaque est gardé sur l'esclavage interne et la traite interafricaine à destination du monde arabe notamment. Cette portion d'histoire est préférablement tue parce que, nous dit Gaugue: «L'esclavage est un chapitre douloureux et délicat de l'histoire africaine. Si l'accent est mis sur l'esclavage européen et la traite atlantique, le silence et la censure s'imposent chaque fois que devrait être marqué le rôle des intermédiaires africains ou celui des traites arabes et interafricaines pour ne pas remettre en cause les fragiles unités nationales» (p. 68).

Évoquant un temps historique plus récent à partir maintenant de la création des territoires nationaux, en distinguant bien l'époque coloniale de la période depuis les indépendances, le discours muséal cache la plupart du temps des aspects tout de même importants de ces tranches d'histoire. D'abord, il semble notoire que les musées restent en général silencieux sur la participation des Africains à l'administration coloniale. Rien n'est dit sur ce sujet pourtant indiscutable du strict point de vue d'un fonctionnement possible du système des colonies. De plus, pour venir témoigner de la glorieuse décolonisation, on fera souvent intervenir les «pères de la nation» en les proposant ici, sous forme de portraits, comme des modèles à suivre. Se transformant ni plus ni moins en mémorial des événements fondateurs de la nation, le musée de cette manière occulte très souvent la suprématie de tel ou tel groupe ethnique au profit de la construction nationale. Autant d'éléments qui rappellent, à grand renfort d'images saisissantes, la nécessité de la rupture avec la métropole, sans pour autant mettre en lumière les aspects plus difficiles des fractures d'une Afrique en reconstruction.

Dans un autre ordre d'idées, Anne Gaugue passe au peigne fin de la critique la muséographie ethnographique en examinant le statut de l'objet africain. Elle remarque que les muséologues de ce continent sont plutôt avertis des pièges de l'esthétisme à l'européenne de l'artefact ethnique et, selon eux, l'objet rituel doit être remis dans son contexte culturel au sens anthropologique du terme. Elle rapporte avec beaucoup de fidélité les discussions qui ont cours sur le concept même de musée en Afrique et rappelle, à ce sujet, les propos d'Alpha O. Konaré⁴, ancien président (1989-1992) de l'ICOM (Conseil international des musées) et depuis 1993, président du Mali, qui ne reconnaît pas dans le musée traditionnel des références culturelles africaines. Alors que d'autres, dont D. Traoré, défendent l'idée que l'ante-musée africain existait bel et bien avant l'arrivée des colons européens avec la case des masques ou des fétiches. Autant d'éléments qui mettent en perspective tant la fragilité des institutions et leurs modes culturels largement importés, que leur difficile implantation dans des milieux aux situations politiques souvent instables.

À travers des parcours thématiques, certaines expositions tentent de transcender les frontières et de «mettre en exergue tout ce qui rapproche les populations» suggère le conservateur du Musée d'Abidjan, Y. Savané. Malgré une tendance lourde d'affirmation des identités — à preuve même les familles royales essaient tant bien que mal de maîtriser la représentation de leur histoire —, l'objectif unitaire des États en place semble triompher de toutes les orientations à l'heure actuelle. En conséquence, on note une désertion relative des publics nationaux envers leurs musées, parce que les visiteurs locaux reconnaissent dans ces institutions la mainmise du pouvoir étatique sur ce type d'équipement culturel. En somme, les musées, des États du continent tropical auront de plus en plus à dépasser les limites du politique pour venir enfin témoigner de l'Afrique éternelle, et ce à travers et au-delà des nations.

Nous voudrions en guise de conclusion saluer l'immense travail de synthèse accompli par le regard du scientifique attentif à la précarité du découpage géopolitique et par l'examen fin d'un trait de culture qu'aucune frontière n'enferme. Afin de faciliter le travail du futur chercheur qui pourrait se laisser tenter par une

pareille aventure sur ce même espace géographique ou encore un autre, il faut rappeler les travaux de GRAMUL en cartographie muséale qui ont été élaborés avec l'expertise de KOREM, issu du département de géographie de l'Université Laval, et qui pourraient servir, à titre de référence, dans le développement de nouvelles problématiques, là comme ailleurs.

De plus, voici la mention de deux titres que nous aurions souhaité voir figurer à la bibliographie de l'ouvrage: il s'agit d'abord des actes d'un colloque, tenu en Afrique en 1991, qui s'intitulait *Quels musées pour l'Afrique? Patrimoine en devenir* (Paris, ICOM, 1992, 471 p.) et, plus près de nous, *Vers une muséologie sans frontières, l'expérience d'Ingénieuse Afrique* (Québec, Musée de la civilisation, 1996, 125 p.).

Somme toute, on voit avec l'apport signifiant d'Anne Gaugue sur le plan de la recherche en muséologie que l'acte de conserver n'est jamais innocent. Préserver ce qui est construit correspond en bonne partie à ce que font nos musées riches et occidentaux. Par ailleurs, construire ce qui est à préserver comme valeurs à partager avec les générations futures est un tout autre programme auquel plusieurs musées africains s'affairent le plus sérieusement du monde. On aura compris que la part du plus démuné n'est jamais facile à vivre, et ce même en matière de patrimoine.

- 1 Anne Gaugue a soutenu en 1995 sa thèse de doctorat en géographie et depuis, elle enseigne à l'Université Grenoble II.
- 2 Selon le CICIBA (Centre international des civilisations bantou créé en 1983) la zone bantou couvre 23 états africains totalisant une population de 230 millions dont 150 sont effectivement bantou.
- 3 À propos de ce phénomène, on doit consulter l'ouvrage maintenant classique sur cette question de Arnold Rivkin, *Nation-Building in Africa: problems and prospects*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1969, 312 p.
- 4 Cités abondamment et principalement en conclusion de cet ouvrage.

Philippe Dubé
Département d'histoire
Université Laval